

● (1610)

Quand j'ai demandé il y a quelques jours à la Chambre au premier ministre (M. Trudeau) si durant son séjour au Venezuela il avait eu l'occasion de remercier le Venezuela de ses achats en Chine qui permettent à la République populaire d'obtenir les dollars canadiens que le Venezuela touche en paiement de nos achats de pétrole, ce qui aide la Chine à payer notre blé, il a répondu: «Oui, j'ai eu le temps, mais je n'en savais rien.» C'est un indice que le gouvernement n'a pas depuis 12 ans voulu reconnaître le fait que le commerce n'est pas un échange de bons procédés. Il ne s'agit pas seulement de voyager à travers le monde, de faire des sourires, de dire des choses aimables et d'ouvrir des bureaux commerciaux. Quelqu'un doit agir pour engendrer des échanges commerciaux. C'est le genre d'institution dont on a besoin. Au fil des ans, on a constaté de nouvelles tendances et les pays qui ont récemment obtenu leur indépendance parlent d'un ordre économique nouveau. Si le gouvernement veut des idées, elles existent depuis fort longtemps s'il veut s'en servir, mais son palmarès est non seulement nul, il est même négatif.

Il faut se souvenir aussi d'un certain nombre d'autres choses. Nos propres sociétés ont été négligentes au Canada, trop nombreuses sont celles qui ont pensé que leur unique tâche était de vendre leurs produits localement. Trop peu d'entre elles se sont donné la peine de s'orienter vers les marchés d'exportation. Le député de York-Simcoe a signalé que nous sommes maintenant à l'ère des besoins alimentaires.

Combien se rappellent le consortium Favex groupant des producteurs de fruits et de légumes qui formèrent une entreprise d'exportation et firent le commerce de fruits et de légumes canadiens sous une raison sociale unique? Qu'en est-il advenu? Il a cessé de fonctionner la minute où le gouvernement Diefenbaker a disparu, car il n'y avait plus personne pour l'encourager. Certains se rappelleront la Excan: sous la pression de députés de notre parti, les quatre grands syndicats du blé de l'Ouest canadien formèrent une entreprise d'exportation pour vendre des céréales canadiennes. Quelles ventes ont-ils réalisées? Je crois que l'on peut dire sans risque de se tromper qu'ils n'en ont réalisé aucune parce qu'il n'y avait personne pour les encourager. Une firme cherche à vendre quand elle y est encouragée. Je dirais simplement que si l'on veut pousser des entreprises canadiennes à l'action, il suffit de dire à une firme comme Excan qu'elle dispose d'une garantie de 50 millions de dollars et qu'elle doit se débrouiller pour vendre son produit. Elle peut concurrencer les Américains grâce à un blé de meilleure qualité, accaparer la part du marché qu'elle désire, à condition de s'efforcer de vendre le produit. Pour résumer, je dirais simplement que le monde a désespérément besoin d'aliments et de fibres végétales et que c'est ce défi que doivent relever non seulement notre industrie agricole mais aussi notre industrie forestière.

Je sais que le gouvernement libéral actuel invoquera pour sa défense qu'il a envoyé des missions commerciales dans le monde entier. J'ai suivi, comme la plupart des députés, l'activité de ces missions. Je sais qu'elles sont utiles. Je me suis intéressé à la Société pour l'expansion des exportations et je sais qu'elle fait un bon travail, mais quand je pense à tout ce qu'il reste à faire, je suis consterné. Ce que je reproche surtout au gouvernement, c'est son entêtement dans les restrictions. Je me souviens qu'en 1970, à une époque où le monde avait manifestement un besoin criant de céréales, le gouvernement actuel, sur la foi des rapports de ses propres experts, imposa son programme déblocage à tous les producteurs. Cette année-là, les minis-

Subsides

tres ont tous soutenu qu'il fallait empêcher les agriculteurs de produire du blé. Aujourd'hui nous ne suffisons même pas à la demande du marché.

Vendredi dernier, le ministre a annoncé, à l'extérieur de la Chambre, la vente de 35 millions de boisseaux de blé à la Chine. Il en était transporté de joie. Cette vente a été faite conformément à l'entente originale de 1961; les Chinois en achèteraient encore plus si nous le voulions, mais nous ne pouvons leur en offrir davantage parce que nos réserves ont atteint leur plus bas niveau depuis des années.

Tout ce que j'essaie de savoir, c'est comment le gouvernement profite de toutes ces occasions? Par exemple, quand enverra-t-il deux fois par an les coopératives canadiennes visiter les foires commerciales chinoises pour qu'elles y achètent tous les produits qu'elles peuvent vendre au Canada et aident ainsi les agriculteurs à vendre leur blé? Simpson's y est allé, Eaton's aussi, mais aucune quincaillerie ne s'y est encore aventurée. Il y a une foule de possibilités, mais encore faut-il faire bouger ces sociétés.

Nous consommons pour environ 20 millions de dollars de riz chaque année au Canada. Où l'achetons-nous? Autant que je sache, de la Louisiane et de la Californie. Nous pourrions obtenir d'aussi bon riz moins cher en Chine. Mais personne ne lève le petit doigt pour inciter ces gens-là à le faire, car toutes nos sociétés distributrices de riz au Canada sont contrôlées par les holdings qui exploitent les rizières en Louisiane et en Californie. Voilà pourquoi nous avons besoin de sociétés nationales pour acheter et vendre, qui puissent contourner ce genre d'embouteillages créés par le monde des affaires partout dans le monde.

Comme le député d'York-Simcoe l'a dit, nous voilà qui tâchons d'obtenir que nos industries exportatrices nous aident à nous sauver en faisant disparaître ces déficits, mais le gouvernement actuel, entiché qu'il est de restrictions, imposait l'automne dernier, à l'Action de grâces, non seulement des restrictions aux travailleurs et aux hommes d'affaires, mais aussi une taxe à l'exportation. C'est moi le député qui, le 4 novembre dernier, prenait la parole à la Chambre et posait une question au ministre des Finances (M. Macdonald) au sujet de cette brève allusion que j'ai relevée dans la déclaration de l'Action de grâces sur le contrôle des prix et des salaires. J'ai prévenu les hommes d'affaires et les syndicats ouvriers qu'ils feraient mieux de se concerter s'ils voulaient protéger les emplois des Canadiens et leur permettre de soutenir la concurrence. Grâce au patronat et au mouvement ouvrier, grâce surtout aux provinces, le gouvernement actuel a constaté qu'il faisait fausse route et, la semaine dernière, le ministre des Finances (M. Macdonald) a battu en retraite comme Napoléon, à qui je l'ai comparé. Le premier ministre, qui dévoile trop ses idées farfelues, a fait allusion à Austerlitz. Je me demande seulement ce qui se produit s'il laisse libre cours à son imagination. Nous savons ce qui arrive aux hommes qui prennent un gouvernement révolutionnaire ou un gouvernement libre et en font une dictature.

Le gouvernement est lié aux restrictions. En 1974, après avoir mené campagne à travers le pays contre les conservateurs, qui préconisaient seulement un gel de 90 jours de quelques articles que nous pourrions annoncer immédiatement, les libéraux ont promis aux Canadiens de ne pas imposer de réglementation des prix et des salaires. Ils ont effrayé le travailleur, l'ont forcé à voter pour eux, puis ils l'ont trahi, comme ils cherchent à le faire au moyen de ces restrictions des prix et des salaires. Je sais que les nombreuses restrictions imposées par le gouvernement ne sont pas seulement injustes pour les travailleurs et pour les entreprises, mais aussi pour tous les Canadiens. Elles